Lycéen·nes mobilisé·es : le compte n’y est pas !

vendredi 30 octobre 2026, par CGT

Lundi 26 octobre, le ministre a réuni les organisations syndicales pour une réunion dite de « sortie de crise ». La CGT Éduc’action y a rappelé que les lycéen·nes sont mobilisé·es depuis des semaines avec des revendications claires qu’elle partage depuis des années.

Quelques avancées, timides, sont à noter : plafonnement à 28 élèves en seconde dans certains lycées dits « les moins favorisés » en 2027 (alors que nous revendiquons le retour des lycées dans l’Education prioritaire) ; 500 postes supplémentaires dans le projet loi de finances 2027, 920 postes pour les remplacements, 500 postes de personnels sociaux, de santé et de psychologues (très insuffisants au regard des besoins), hausse du fonds vert (après l’avoir réduit), doublement des sièges des organisations lycéennes dans des instances, rappelons-le, consultatives, en particulier entrée des élèves de la voie professionnelle. Pour ce qui est des ajustements des options qui devraient permettre de « meilleurs emplois du temps » ou encore la place du contrôle continu, aucune annonce précise ne permet de cerner les ajustements à venir.

Ces annonces sont très largement insuffisantes.

Lycéen·nes mobilisé·es : le compte n'y est pas !

Lundi 26 octobre, le ministre a réuni les organisations syndicales pour une réunion dite de « sortie de crise ». La CGT Éduc'action y a rappelé que les lycéen·nes sont mobilisé·es depuis des semaines avec des revendications claires qu'elle partage depuis des années.

Quelques avancées, timides, sont à noter : plafonnement à 28 élèves en seconde dans certains lycées dits « les moins favorisés » en 2027 (alors que nous revendiquons le retour des lycées dans l'Education prioritaire) ; 500 postes supplémentaires dans le projet loi de finances 2027, 920 postes pour les remplacements, 500 postes de personnels sociaux, de santé et de psychologues (très insuffisants au regard des besoins), hausse du fonds vert (après l'avoir réduit), doublement des sièges des organisations lycéennes dans des instances, rappelons-le, consultatives, en particulier entrée des élèves de la voie professionnelle. Pour ce qui est des ajustements des options qui devraient permettre de « meilleurs emplois du temps » ou encore la place du contrôle continu, aucune annonce précise ne permet de cerner les ajustements à venir.

Ces annonces sont très largement insuffisantes. Les critères du plafonnement du nombre d'élèves en seconde sont flous et celui-ci serait reporté à 2028 pour les autres lycées. Rien sur les AESH, pourtant indispensables pour une inclusion digne, en particulier dans les lycées professionnels. Les 10 000 places en BTS ne répondent pas aux quelques 100 000 élèves sans affectation. Sur le bâti scolaire, aucun contrôle de l'usage des fonds n'est annoncé. Quant à Parcoursup, les jeunes en réclament la fin, pas des ajustements. La « nouvelle version » attendue en 2028 ne saurait remettre en cause la sélection dans l'enseignement supérieur due en grande partie au manque de places et à la loi ORE ou encore la pression excessive ressentie par les élèves de terminale. A ce propos, pour y répondre, le ministère propose un accompagnement à l'orientation dès la classe de seconde. Et pourquoi pas « dès le départ, presque depuis la maternelle », comme l'avait suggéré Elisabeth Borne, alors première ministre ?!

La CGT Educ'action continue donc de revendiquer l'annulation de la réforme Blanquer du bac, la fin du contrôle continu et le retour à des épreuves nationales.

Enfin, dans un contexte économique fortement dégradé où le taux de pauvreté a augmenté depuis 2017 et où près d'un lycéen sur quatre travaille pendant l'année scolaire (un sur trois dans la voie professionnelle), la CGT Educ'action regrette qu'aucune annonce concernant une revalorisation substantielle des bourses lycéennes ne soit prévue, ni le doublement des fonds sociaux (aujourd'hui en baisse de 20%). Nous n'avons obtenu aucune réponse sur ce point.

La consultation du ministère ne peut pas servir à balayer les revendications des organisations de jeunesse, fortement exprimées dans la rue. Les jeunes attendent des réponses politiques et budgétaires qui leur permettent d'étudier et de réussir dans des conditions de scolarisation dignes. **La CGT Éduc'action appelle à amplifier la mobilisation, le samedi 31 octobre là où c'est possible par la manifestation aux côtés des jeunes, et à renforcer le rapport de force avec la journée interprofessionnelle de grève du 5 novembre.**

Montreuil, le 27 octobre 2026